

**BIBLIOTHÈQUE AFRICAINE ET MALGACHE**

**DROIT, SOCIOLOGIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE**

*sous la direction de*

**P.-F. GONIDEC** et

**A. BOURGI**

*Professeur à l'Université de Paris I  
(Panthéon-Sorbonne)*

*Assistant  
Docteur en Droit*

---

TOME XXX

# LA POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPÉRATION EN AFRIQUE

LE CAS DU SÉNÉGAL

Par

**ALBERT BOURGI**

Préface de

**P.-F. GONIDEC**

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT  
ET DE JURISPRUDENCE**

R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS  
20 et 24, rue Soufflot, 75005 Paris

**NOUVELLES ÉDITIONS  
AFRICAINES**

Boîte Postale 260-DAKAR  
20615 ABIDJAN

1979

**BIBLIOTHÈQUE AFRICAINE ET MALGACHE**

**DROIT, SOCIOLOGIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE**

*sous la direction de*

**P.-F. GONIDEC** et

**A. BOURGI**

*Professeur à l'Université de Paris I  
(Panthéon-Sorbonne)*

*Assistant  
Docteur en Droit*

**TOME XXX**

# **LA POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPÉRATION EN AFRIQUE**

**LE CAS DU SÉNÉGAL**

Par

**ALBERT BOURGI**

Préface de

**P.-F. GONIDEC**



*Dr 167 (2)*

*5196 2/4*

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT  
ET DE JURISPRUDENCE**

**R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS**  
20 et 24, rue Soufflot, 75005 Paris

**NOUVELLES ÉDITIONS  
AFRICAINES**

Boîte Postale 260-DAKAR  
20615 ABIDJAN

1979

# TABLE DES MATIERES

---

PRÉFACE .....	1
INTRODUCTION .....	1

## PREMIÈRE PARTIE

LE SYSTEME COOPERATIF .....	7
-----------------------------	---

### TITRE PREMIER

LA CONCEPTION DE LA COOPERATION .....	9
---------------------------------------	---

CHAPITRE PREMIER. — <i>La coopération, nouvelle forme de relations internationales entre l'ancien colonisateur et le nouvel Etat</i> .....	11
--	----

Section I. — Les difficultés d'élaboration d'une politique de coopération..	12
---	----

§ 1. De l'empire à l'empirisme .....	13
--------------------------------------	----

A. La protection des nationaux français .....	14
---	----

B. La rémanence des liens politiques, économiques et culturels ..	14
---	----

1) Le domaine politique .....	14
-------------------------------	----

2) Le domaine économique .....	16
--------------------------------	----

a) Les échanges commerciaux .....	16
-----------------------------------	----

b) La rémanence des liens monétaires .....	17
--	----

3) Le domaine culturel .....	17
------------------------------	----

§ 2. Essai de définition d'une politique de Coopération : le Rapport Jeanneney .....	18
--	----

A. Les raisons d'une politique de coopération .....	20
---	----

B. Les moyens financiers .....	21
--------------------------------	----

C. Les objectifs .....	22
------------------------	----

Section II. — Vers un réaménagement de la politique française de coopération ? .....	24
--	----

§ 1. La bilan d'une décennie : le Rapport Gorse .....	24
A. Les orientations .....	25
1) Le développement rural .....	25
2) L'industrialisation .....	26
3) L'aide culturelle française .....	26
B. Les instruments de la politique d'aide .....	27
C. Les réformes de structure .....	27
§ 2. La coopération et le changement : le Rapport Abelin .....	28
§ 3. Evolution de l'aide française .....	31
A. Le volume de l'aide publique .....	32
B. Un autre aspect négatif de l'évolution de l'aide française : La réduction de l'aide publique au profit d'un accroissement progressif des apports privés .....	34
C. La progression excessive des dépenses de coopération technique.	36
D. Une pratique orientée vers le libéralisme .....	37
<i>Section III.</i> — Tentatives d'insertion de la politique française dans une stratégie d'ensemble : l'aide aux pays sous-développés .....	40
§ 1. Le projet d'élaboration d'une politique européenne d'aide .....	41
§ 2. L'action internationale de la France .....	43
A. La stabilisation des cours des matières premières .....	43
B. La conférence Nord-Sud .....	44
<b>CHAPITRE II.</b> — <i>Le caractère privilégié des relations France-Sénégal</i> .....	47
<i>Section I.</i> — Importance de la présence française au Sénégal .....	48
§ 1. Le Sénégal « colonie privilégiée » .....	49
§ 2. Le contrôle de la vie économique du pays .....	51
<i>Section II.</i> — L'équation personnelle du Président Senghor .....	55

## TITRE II

## LE DROIT DE LA COOPERATION .....

<b>CHAPITRE PREMIER.</b> — <i>Les accords de coopération</i> .....	63
<i>Section I.</i> — La coopération dans le cadre de la communauté dite rénovée.	65
§ 1. La procédure d'élaboration des accords de coopération .....	66
1) Les phases de négociation et de conclusion .....	66
2) La ratification des accords .....	69
§ 2. L'adhésion à la Communauté conventionnelle .....	71
1) La présidence de la Communauté .....	71
2) La conférence périodique des Chefs d'Etats et de gouverne- ments .....	72
3) Le Sénat interparlementaire .....	72
4) La Cour d'arbitrage .....	72
§ 3. La succession du Sénégal aux droits et obligations de la Fédé- ration du Mali .....	75

<i>Section II.</i> — La révision des accords de coopération .....	76
§ 1. La révision des traités ou accords en Droit international .....	79
A. La dénonciation unilatérale .....	79
B. Le changement radical de circonstances. La théorie de la clause « Rebus sic stantibus » .....	80
C. Le développement de la pratique des dénonciations en droit international .....	81
§ 2. Les Accords du 29 mars 1974 .....	83
<i>Section III.</i> — Les caractères juridiques des accords franco-sénégalais ..	88
§ 1. Le bilatéralisme des accords .....	89
§ 2. Les limites de l'application des principes de souveraineté et d'égalité .....	90
<b>CHAPITRE II.</b> — <i>Le domaine de la coopération</i> .....	95
<i>Section I.</i> — La coopération politique .....	96
§ 1. Les relations diplomatiques consulaires .....	97
§ 2. La coopération militaire .....	99
A. La défense .....	99
B. L'assistance technique militaire .....	101
C. La fourniture d'équipements militaires .....	102
D. La présence militaire française .....	102
<i>Section II.</i> La coopération économique, financière, et monétaire .....	103
§ 1. Les échanges commerciaux .....	104
§ 2. La monnaie .....	106
§ 3. L'aide financière .....	107
<i>Section III.</i> — La coopération technique .....	109
§ 1. L'assistance technique en personnel .....	111
§ 2. La collaboration dans les domaines techniques .....	114
§ 3. L'accueil des boursiers et stagiaires .....	116
<i>Section IV.</i> — La coopération culturelle .....	117
§ 1. Les conventions culturelles proprement dites .....	118
§ 2. La coopération en matière d'enseignement supérieur .....	121
§ 3. La francophonie .....	123
<i>Section V.</i> — La coopération en matière de justice et de statut des per- sonnes et des biens .....	124
§ 1. La coopération en matière de justice .....	125
1) L'entraide judiciaire .....	126
2) L'exequatur des décisions en matière civile, sociale, commer- ciale et administrative .....	127
3) L'extradition .....	127
§ 2. Les accords relatifs au statut des personnes et des biens .....	127
1) La convention d'établissement .....	128
2) La convention relative à la circulation des personnes .....	129
3) La convention sur la Sécurité sociale .....	129

CHAPITRE III. — <i>Les mécanismes de la coopération</i> .....	131
<i>Section I.</i> — <i>L'organisation administrative</i> .....	133
§ 1. Evolution des structures centrales .....	134
§ 2. Le ministère de la Coopération .....	138
1) Les services rattachés au cabinet du ministère .....	140
2) L'administration centrale .....	140
3) Les services extérieurs .....	142
§ 3. Les organismes publics ou parapublics décentralisés .....	145
A. Les sociétés d'intervention .....	145
B. Les bureaux d'études et les organismes financiers .....	145
§ 4. L'intervention des ministères spécialisés .....	147
<i>Section II.</i> — <i>Les mécanismes économiques et financiers</i> .....	149
§ 1. Les Fonds d'aide et de coopération .....	149
§ 2. La Caisse centrale de Coopération économique .....	152
§ 3. La Banque française pour le commerce extérieur et la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur .....	153
<i>Section III.</i> — <i>La Zone franc</i> .....	154
§ 1. L'intégration monétaire au sein de l'Union monétaire ouest-africaine. .....	156
A. La transférabilité .....	157
B. La centralisation des devises .....	157
§ 2. Les règles de fonctionnement de la B.C.E.A.O. ....	158
§ 3. L'Union économique .....	160

## DEUXIÈME PARTIE

## LA POLITIQUE DE COOPERATION .....

## TITRE PREMIER

## LA COOPERATION DANS LES DOMAINES POLITIQUE, TECHNIQUE ET CULTUREL .....

CHAPITRE PREMIER. — <i>La coopération politique</i> .....	167
<i>Section I.</i> — <i>La coopération en matière de politique étrangère</i> .....	168
§ 1. La coopération institutionnelle .....	168
A. La suppression des circuits diplomatiques privilégiés .....	168
B. Le maintien de l'assistance diplomatique de la France .....	170
1) La formation du personnel diplomatique et consulaire sénégalais .....	171
2) La représentation commune .....	172
§ 2. La concertation « informelle » .....	173
A. Les cadres de la concertation .....	174
1) L'échec de l'Organisation commune africaine et mauricienne (O.C.A.M.) .....	175
2) La conférence franco-africaine .....	177
B. Les effets de la concertation .....	179

<i>Section II.</i> — <i>La coopération militaire</i> .....	184
§ 1. Le contenu des accords militaires .....	185
A. L'aide en matériel et en personnel .....	185
1) L'aide en matériel .....	185
2) L'assistance technique militaire .....	187
B. La formation des cadres militaires africains .....	190
C. L'intervention de l'armée française .....	192
1) L'intervention directe en matière de défense extérieure ..	193
2) L'intervention indirecte en cas de conflit interne .....	193
D. La présence militaire française .....	196
§ 2. La signification de la coopération militaire .....	198
A. La protection des intérêts français .....	198
B. La défense stratégique de l'ancienne métropole .....	201
CHAPITRE II. — <i>Place et rôle de l'assistance technique française au Sénégal</i> ..	203
<i>Section I.</i> — <i>Importance de l'assistance technique dans l'aide publique française au Sénégal</i> .....	206
§ 1. Evolution numérique et répartition par secteur d'activité .....	206
A. Evolution des effectifs .....	207
B. Répartition par secteur d'activité .....	209
§ 2. Fondements de l'assistance technique française au Sénégal .....	212
A. Le statut du personnel de la coopération .....	214
1) La situation administrative de l'agent par rapport au gouvernement français .....	215
2) La position juridique du coopérant vis-à-vis de l'Etat assisté. ..	217
B. La répartition des charges financières entre la France et le Sénégal .....	218
C. La mise en œuvre des conventions d'assistance technique ....	221
<i>Section II.</i> — <i>Assistance technique et politique de formation</i> .....	222
§ 1. L'échec de la politique de formation .....	223
A. La persistance de la coopération de substitution .....	224
B. L'ambiguïté du rôle de l'assistance technique .....	226
§ 2. Nécessité d'une redéfinition de la mission de l'assistance technique. ..	229
A. Assistance technique et aide au développement .....	230
B. Le choix des coopérants .....	233
CHAPITRE III. — <i>L'aide à l'enseignement</i> .....	237
<i>Section I.</i> — <i>Volume de l'aide française</i> .....	238
<i>Section II.</i> — <i>La caractéristique principale : l'assistance en personnel enseignant</i> .....	243
§ 1. Estimation et répartition des effectifs d'enseignants français au Sénégal .....	244
A. L'enseignement primaire .....	245
B. L'enseignement secondaire .....	246
C. L'enseignement supérieur .....	249
§ 2. L'échec de la politique de formation des enseignants sénégalais ..	250

<i>Section III.</i> — Le bilan de la politique d'éducation du Sénégal .....	255
§ 1. L'évolution des effectifs scolaires et universitaires et des dépenses budgétaires .....	256
A. L'accroissement des effectifs scolaires et universitaires .....	256
B. Les charges budgétaires .....	258
§ 2. Les déséquilibres du système éducatif sénégalais .....	260
A. Les dispositifs dans le développement quantitatif de l'éducation .....	260
B. Les carences qualitatives .....	262
§ 3. Les tentatives de rénovation de l'Éducation au Sénégal .....	265
A. La loi d'orientation de 1971 .....	265
B. Une expérience originale : l'enseignement moyen pratique ..	267

## TITRE II

## LA COOPERATION

EN MATIERE ECONOMIQUE ET MONETAIRE .....	269
--	-----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Aide financière et dépendance économique</i> .....	270
---	-----

<i>Section I.</i> — Les caractéristiques de l'aide financière française au Sénégal .....	272
§ 1. Aide et dépendance financière .....	272
A. Estimation de l'aide publique française au Sénégal .....	272
B. La dépendance financière .....	273
§ 2. L'aide aux investissements et son caractère lié .....	277
A. L'aide du F.A.C. et de la C.C.C.E. ....	277
1) Le Fonds d'aide et de coopération .....	277
2) Les concours propres de la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.) .....	279
B. Le caractère lié de l'aide .....	281
<i>Section II.</i> — Aide et dépendance économique .....	282
§ 1. La perpétuation d'une économie de type colonial .....	282
A. La spécialisation arachidière .....	282
B. Les limites de l'industrialisation .....	284
§ 2. La dépendance commerciale .....	287

CHAPITRE II. — <i>Zone franc et dépendance monétaire</i> .....	293
--	-----

<i>Section I.</i> — U.M.O.A., et intégration monétaire .....	294
§ 1. La nouvelle politique de crédit .....	294
A. Le contrôle du crédit .....	294
1) Le contrôle quantitatif du crédit .....	294
2) Le contrôle qualitatif du crédit .....	295
B. L'utilisation de toutes les ressources financières de l'Union monétaire .....	296
1) Politique adaptée des taux d'intérêt .....	296
2) La réglementation des avoirs extérieurs des banques .....	297
§ 2. La mise en jeu de la garantie monétaire : le cas du Sénégal ..	297

<i>Section II.</i> — Les limites à la souveraineté monétaire .....	299
§ 1. La parité fixe et la liberté de transfert .....	299
A. La parité fixe .....	299
1) La transmission des fluctuations de la monnaie française ..	299
2) Surévaluation ou sous-évaluation du franc C.F.A. ? .....	300
B. La liberté totale du transfert .....	301
§ 2. Le réseau français du Sénégal .....	303
CONCLUSION .....	309
BIBLIOGRAPHIE .....	315
ANNEXES .....	329
INDEX DES NOMS PATRONYMIQUES .....	355
INDEX GÉOGRAPHIQUE .....	359
INDEX THÉMATIQUE .....	363